



WWF

N°3

2017

# FORÊTS VIVANTES

La lettre du WWF France sur les forêts



Cette publication est conçue pour être diffusée par voie électronique et lue à l'écran (Mode Plein écran)

A la une

## LE DESTIN DES FORÊTS TROPICALES HUMIDES

Entretien avec Claude Martin

**Pourquoi avoir appelé votre livre « *Au bord du précipice* » (*On the Edge*) en parlant des forêts tropicales humides ?**

Alors que dans les années 1980-1990 on parlait beaucoup du sort de ces forêts, le discours international s'est peu à peu focalisé sur leur fonction de puits de carbone, ce qui est bien évidemment important, mais réducteur.

Le principal but du livre est de fournir une analyse approfondie de l'état actuel de ces forêts et de comprendre la dynamique du changement. Cette analyse m'a amené à la conclusion que les prochaines décennies seront décisives pour la survie des forêts tropicales humides, ainsi que pour la moitié de toutes les espèces de notre planète.

**Quelles sont les causes de cette évolution ?**

Contrairement aux statistiques nationales utilisées par la FAO, parfois influencées par des motifs politiques, nous utilisons de nos jours la télédétection par satellite, qui permet de suivre la dynamique du changement de la forêt quasiment en temps réel. On y apprend que, depuis 20 ans, le plus important moteur de la déforestation n'est plus la culture sur brûlis ou encore l'agriculture de subsistance des populations locales, mais bien l'agriculture commerciale, destinée à produire de la viande, du soja et surtout de l'huile de palme. D'un autre côté, la dégradation de forêts tropicales intactes est elle toujours causée majoritairement par l'exploitation non-durable des bois tropicaux.

**Pouvez vous expliciter le lien étroit avec le changement climatique ?**

Les forêts tropicales peuvent contribuer massivement à la séquestration de carbone, c'est pourquoi les accords sur le climat prennent cette fonction en considération.

Attention toutefois de ne pas croire que ces forêts vont nous sauver, étant elles-mêmes les victimes du changement cli-

matique ! L'augmentation de la fréquence des sécheresses ou des feux de brousses peuvent transformer les forêts, au moins temporairement, en source de carbone ! Il existe donc un vrai risque de basculement.

**Peut-on encore agir ?**

Les efforts de la communauté internationale pour réduire la déforestation n'ont pour l'instant pas eu les résultats escomptés.

Ce sont dans les pays où un gouvernement a œuvré avec l'ensemble de la société civile, les communautés indigènes, les ONGs et les entreprises, comme c'était le cas au Brésil pour l'établissement du système des aires protégées (ARPA), que des vraies avancées ont vu le jour. Il est primordial de renforcer la coopération entre les acteurs et d'aborder la conservation et l'utilisation durable des forêts du point de vue du climat, mais aussi de la biodiversité et des populations.

**Après ce livre bilan, quel regard portez vous sur le futur des forêts tropicales humides ?**

Certains considèrent les forêts tropicales humides primaires comme déjà perdues. Ce fatalisme ne nous aide pas à sauver ce qu'il reste de la biodiversité mondiale. Une analyse quantitative avec des moyens modernes nous révèlent qu'il existe toujours quelques 7 millions de km<sup>2</sup> de forêts tropicales primaires, la surface de l'Australie, et environ 4 millions de km<sup>2</sup> de forêts tropicales dégradées. Oui, la situation est grave, mais pas sans espoir.

Pour en savoir plus en 1 clic →

Docteur en biologie, Claude Martin a été Directeur Général du WWF International de 1993 à 2005.



# → PROTÉGER LES HAUTS LIEUX

## L'ACTION EN QUELQUES MOTS

Les forêts à haute valeur de conservation, intactes ou particulièrement riches en espèces menacées ou endémiques, constituent des "hauts lieux". Leur protection est une priorité. Derrière de grandes espèces charismatiques et lieux emblématiques se cachent l'extraordinaire biodiversité des forêts.

Guyane



## Un eldorado menacé

En plus d'abriter une biodiversité d'importance mondiale, la forêt des Guyanes est assise sur un véritable eldorado : la ceinture des roches vertes. Sous cette forêt amazonienne quasiment intacte se cachent de l'or, mais aussi des diamants, ainsi que plusieurs métaux de bases utilisés par l'industrie de pointe. Cette apparente richesse risque néanmoins à terme de lui porter atteinte de manière irréversible.

En 2015, l'Université de Puerto Rico évaluait que 41% de la déforestation d'origine minière en Amazonie provenait des Guyanes (Guyana, Suriname et Guyane). Avec le soutien technique de l'Office National des Forêts, le WWF a participé à la cartographie de la déforestation d'origine aurifère dans les Guyanes et l'état de l'Amapá au Brésil pour la période de 2008 à 2014. Avec plus de 90 000 hectares supplémentaires perdus, elle s'est révélée être deux fois plus importante que sur la période précédente de 2001 à 2008.

Depuis, le WWF a donc décidé, avec le soutien technique du Parc Amazonien de Guyane, de lancer un projet de cartographie participative des impacts miniers de la région avec une actualisation annuelle des résultats.

Le principe ? Rassembler des bénévoles et travailler en équipe avec les techniciens de la région, de manière ludique, afin d'analyser des images satellite obtenues grâce aux outils de télédétection. Cette action citoyenne permet à la fois de réduire le temps d'analyse de ces données tout en mobilisant la population guyanaise contre la déforestation. Le WWF souhaite étendre cet outil aux territoires frontaliers afin d'obtenir une carte actualisée des impacts miniers sur la forêt des Guyanes d'ici au premier semestre 2017. ■



© P. Thibault

Pour en savoir plus en 1 clic →



## Publication

## Naturalité des eaux et des forêts

Comment mieux intégrer la naturalité des eaux et des forêts à la gestion. Tel est le sujet riche de répercussions pratiques et fondamentales, que chercheurs et gestionnaires des forêts et des rivières entendent explorer à travers cet ouvrage.

Comment et pourquoi s'inspirer de la nature ? Quelles qualités écologiques faut-il conserver pour maintenir une riche nature et la capacité des forêts et des rivières à fournir les multiples produits et services attendus par la société ? Pour répondre à ces questions, les chapitres qui composent cet ouvrage s'articulent autour de grands thèmes : "Ancienneté : une histoire de legs, de temps et de sols" ; "Spontanéité : la nature sera toujours à naître" ; "Microhabitats et maturité, clé de la biodiversité" ; "Évaluer et inventorier" ; "Trames verte, bleue et autres couleurs" ; "La nature sauvage comme un usage des terres" ; "Produire avec plus de naturalité, pour plus de profits et de services".

Eco-conçu, concis et doté d'une iconographie abondante, ce livre de référence dévoile la richesse des synthèses thématiques, des résultats des recherches et des expériences de terrain en la matière. ■

Pour en savoir plus, compléments vidéo et sommaire détaillé en 1 clic →



# → RESTAURER LA BIODIVERSITÉ

## L'ACTION EN QUELQUES MOTS

Certains territoires sont aujourd'hui écologiquement dégradés et leurs forêts contribuent de moins en moins au bien-être de leurs habitants. Plus que jamais, la restauration des forêts dégradées est une entreprise stratégique, mais ô combien difficile.

Nouvelle-Calédonie



## Eaux et forêts, même combat



↑ Captage de la tribu de Gohapin en 2016

Les incendies détruisant le couvert végétal et les sols, les cerfs et cochons entravant la régénération de la forêt et facilitant l'érosion et qui, indirectement, motivent le recours au feu pour les éloigner des cultures. Responsables de l'adduction en eau, les collectivités doivent être sensibilisées sur l'importance des mesures à prendre contre les diverses pressions, particulièrement contre les incendies, qui relèvent d'une compétence communale. Outre les mairies, seront également contactés les Conseils de l'Eau du territoire, les Comités de gestion, le Sénat coutumier, Provinces et Gouvernement dans l'espoir de mobiliser tous les acteurs du territoire sur une problématique commune : préserver les forêts qui protègent (notamment) les ressources en eau. ■

Le diagnostic des « Périmètres de Protection des Captages d'Eau » (PPCE) de Nouvelle-Calédonie a livré ses premiers résultats. Le constat est négatif, avec seulement 10% de la surface des bassins versants considérée comme peu dégradée. 90% de la surface des PPCE est estimée comme dégradée (37%), voire très dégradée (53%), particulièrement en province Sud (58%). Plus inquiétant encore, les 3 grands centres urbains du territoire (Grand Nouméa, VKP et Bourail) font partie des 5 communes présentant la dégradation la plus élevée, ce qui peut à terme compromettre l'approvisionnement en eau potable d'une grande partie de la population. Son directement mis en cause les incen-

## Un emblème à protéger !

Le Cagou (*Rhynochetos jubatus*) est l'emblème de la Nouvelle-Calédonie. Oiseau inapte au vol et fortement menacé par les espèces introduites et la perte de son habitat, cette espèce est considérée comme en danger d'extinction (EN) selon les critères de la liste rouge de l'UICN. Depuis 2009, le Cagou est ainsi, avec le Dugong et la Perruche d'Ouvéa, l'une des trois seules espèces du territoire à faire l'objet d'un plan d'action pour sa sauvegarde (PASC) coordonné par 11 partenaires locaux, dont le WWF.

En partenariat avec la SCO (Société Calédonienne d'Ornithologie, animatrice du PASC), le WWF apporte son soutien financier aux inventaires de Cagous. L'objectif : mieux connaître l'aire de répartition de l'espèce et la connectivité entre les grands réservoirs de sa population sur l'île. Pour cela, il a été financé depuis 2009 l'acquisition d'enregistreurs automatiques de type Song Meters permettant la collecte de données scientifiques. Parallèlement, les principales menaces pesant sur cette espèce sont étudiées, telles que l'impact des chiens, ou encore l'étude spatiale des incendies par l'Observatoire de l'Environnement, à laquelle le WWF apporte également son soutien. Une fois croisées, ces informations permettront de cibler les zones prioritaires pour une meilleure protection de l'espèce.

Très ambitieux, ce plan est défini jusqu'à l'horizon 2020. A terme, il vise à améliorer la santé des populations ainsi qu'à améliorer le statut de conservation de l'espèce pour qu'elle ne soit plus considérée comme « En danger ». ■



© D. Fierrot/Edemsa.fr

Pour en savoir plus sur ces 2 articles en 1 clic →

# → PRODUIRE SANS DÉTRUIRE

## L'ACTION EN QUELQUES MOTS

Exploiter des ressources naturelles sans déboiser ni dégrader la qualité des forêts est un impératif. Transformer les règles des marchés, éliminer les activités illégales et promouvoir les certifications crédibles font partie des solutions.

### Caoutchouc



## Vers des plantations durables

Au Cambodge, l'explosion de la culture de l'hévéa pour la production de caoutchouc naturel fait peser une menace de plus en plus importante dans un pays qui connaît déjà un des taux de déforestation les plus élevés au monde.

Les plantations d'hévéas, dont la surface a quintuplée entre 2005 et 2013, fragilisent de plus en plus les forêts sèches des Plaines Orientales, internationalement reconnues pour leur grande faune comme l'éléphant asiatique *Elephas maximus*, le tigre indochinois (*Panthera tigris corbetti*) et l'animal emblématique cambodgien, le Kouprey (*Bos Sauveli*), tous considérés à minima en danger d'extinction. Les ethnies minoritaires vivant sur zone, environ 4 000 ménages, voient leurs moyens de subsistance menacés.

Grandement investi pour la réintroduction du tigre dans cette région depuis 2000, le WWF s'est récemment orienté vers une approche d'aménagement territorial afin de mieux conserver l'intégrité des écosystèmes et la biodiversité qui en dépend.

Cela se décline en 4 grands axes de travail :

- Intervenir à l'échelle du territoire et estimer/cartographier les services environnementaux ;
- Faciliter et développer une stratégie d'engagement de parties prenantes, du petit producteur à l'industriel en passant par les pouvoirs publics ;
- Participer à la planification des usages des terres ;
- Encourager l'innovation et le développement de mécanisme de financement durable.

C'est en suivant cette démarche globale de réconciliation des intérêts des acteurs que le WWF France et Michelin ont, dans le cadre de leur partenariat, lancé un projet de terrain auprès d'un fournisseur de Michelin. Appuyé techniquement par le WWF sur place, le projet vise à expérimenter des méthodes de gestion plus durable des plantations d'hévéas afin de les rendre compatibles avec les engagements zéro déforestation de Michelin. ■



© T. Leleccq

### Bois



## Pillage de l'île aux bois précieux

A Madagascar, les arbres à bois durs (bois de rose, palissandre, ébène) sont très recherchés. Ils sont exportés pour la fabrication d'instruments de musique en Europe et aux États-Unis et pour la fabrication des meubles en Asie. Depuis fin 2008, les forêts humides les plus riches font l'objet d'un pillage sans précédent, y compris dans les aires protégées. Environ 350 000 arbres de bois précieux auraient été coupés dans les aires protégées et plus de 152 000 tonnes auraient été exportées illégalement.

Le gouvernement a interdit en 2010 la coupe, le transport et l'exportation de bois de rose et de bois d'ébène (en excluant le palissandre). Madagascar a demandé l'inscription de toutes les espèces de bois précieux à l'annexe III de la CITES en 2011, puis à l'annexe II en mars 2013 pour les grumes, le bois scié et les placages. Des contrôles doivent être mis en place pour s'assurer que les échanges commerciaux ne sont pas préjudiciables aux espèces concernées, et que des permis sont octroyés pour tout commerce international autorisé.

Dans le cadre du programme SCAPES financé par l'USAID, une étude lancée par quatre ONG (TRAF-FIC, WWF, CI et WCS) cherche à informer les décideurs politiques et l'opinion publique sur la dynamique de ce commerce. Elle montre notamment que : les inventaires des stocks de bois sur pieds et les informations sur la situation des espèces commercialisées et potentiellement commercialisables sont insuffisants ; les statistiques fiables sont rares ; le système de gestion ne permet pas de garantir une exploitation durable ; la politique mise en place est peu opérationnelle sur le terrain et se retrouve minée par la corruption présumée. Les ONGs formulent de nombreuses recommandations urgentes pour l'avenir des bois précieux, ce capital naturel et économique aujourd'hui bradé à Madagascar. ■



**350 000**  
arbres de bois précieux auraient été  
coupés dans les aires protégées

© naturopi.com/Mark Gubart/WWF

Pour en savoir plus en 1 clic →

# → PRODUIRE SANS DÉTRUIRE

## Papier

### Evaluation de la politique papier des entreprises françaises

Le Baromètre PAP50, réalisé avec Riposte Verte, s'est concentré en 2016 sur l'analyse de la politique papier de 53 grandes entreprises françaises de la grande distribution, l'agroalimentaire, le conseil, la beauté et le luxe, la distribution de fournitures de bureau, la gestion du courrier et les télécommunications ou encore les secteurs de l'énergie et de la chimie.

Parmi les 22 entreprises ayant répondu, La Française des Jeux, Yves Rocher, Engie, Carrefour ou encore La Poste montrent des performances à la hauteur. Certaines entreprises ont par ailleurs constamment progressé depuis 2010. Plus décevant est cependant le taux de participation de 41 %, révélant un manque de transparence de certains.

A titre d'exemple, sur les entreprises françaises présentant les plus forts risques d'impacts sur les écosystèmes forestiers selon le WWF, seules 4 ont répondu, avec un score variable allant de « Excellent » (Carrefour) à « Insuffisant » (Les Mousquetaires) en passant par « Moyen à bon » (Auchan, L'Oréal). Ces organisations de stature mondiale ont un poids certain sur les écosystèmes et, par leurs engagements, choisissent de faire partie de la solution. Les sept autres restent suspicieusement silencieuses sur leurs performances (Casino, Leclerc, Système U, Danone, Lactalis, Sodiaal, Savencia). Le secteur de l'agro-alimentaire, qui englutit une part importante de produits papetiers pour ses emballages, apparaît le secteur le plus en retard de l'échantillon. ■

Pour en savoir plus en 1 clic →

TABLEAU DES RÉSULTATS

Nom	RANG	Score total		Transparence	Politique papier	Papier de bureau	DIPE <sup>1</sup>	PPMF <sup>2</sup>
		Sur 100	Sur 10	Sur 10	Sur 10	Sur 10	Sur 10	
LA FRANÇAISE DES JEUX	★1	86	8,0	8,9	9,3	8,1	8,4	
YVES ROCHER	★2	81	8,7	7,9	7,3	7,4	9,4	
ENGIE	★3	80	8,0	8,9	8,1	6,4	-	
CARREFOUR	★4	76	5,7	8,1	7,2	6,9	8,6	
LA POSTE	★5	75	8,4	7,5	8,1	6,4	7,7	

■ Excellent

■ Moyen à bon

<sup>1</sup> DIPE : documents institutionnels, promotionnels et éditique

<sup>2</sup> PPM : produit papier mis sur le marché

## Certification

### Un standard national FSC en France métropolitaine !

Après plusieurs années de négociation, le standard national de gestion forestière certifiée FSC pour la France métropolitaine va entrer en fonction. Avec 37 000 ha de forêts FSC (195 millions d'ha dans le monde) et 761 entreprises possédant une chaîne de traçabilité FSC (contre plus de 31 000 internationalement), la France possède une bonne marge de progression.

La crédibilité de la certification FSC est notamment basée sur les éléments suivants :

- la qualité de son système (gouvernance équilibrée, audit régulier et indépendant, procédure de correction et d'exclusion, clarté de sa politique d'association). En la matière le FSC est clairement la certification forestière la plus robuste ;
- la qualité du standard, l'homogénéité de ses critères, l'augmentation requise des performances ainsi que la souplesse nécessaire à son adaptation au contexte et aux enjeux forestiers nationaux.

Parvenir à une définition partagée du FSC en France par les trois chambres économique, sociale et environnementale, fut un travail de longue haleine. Si le standard aurait pu être plus ambitieux, par exemple sur les choix de modèles sylvicoles, la quantité des arbres habitats ou la taille des coupes rases, il apporte clairement des avancées et outils sur la prise en compte de la biodiversité dans la gestion forestière productive. La prise en compte stricte des espaces et espèces à haute valeur de conservation est cadrée une procédure ad hoc ; la mise en place d'au moins 3% d'îlots de vieux bois est demandé y compris en forêt privée, le dessouchage est proscrit, etc.

Avec ce cahier des charges et les demandes croissantes sur le marché des produits forestiers FSC, les gestionnaires forestiers français n'ont plus d'excuses pour ne pas relever le défi de voir leur gestion responsable valorisée par un système de certification mondialement reconnu. ■



37 000 ha  
de forêts FSC en France

Pour en savoir plus en 1 clic →



# → LES DÉFIS DE L'ÉCONOMIE VERTE

## L'ACTION EN QUELQUES MOTS

La transition écologique est en marche. Le modèle des activités fondées sur les ressources et services des forêts doit être revisité. A commencer par les cycles de production-consommation-recyclage des produits forestiers, pour faire la preuve de leur durabilité.

## En débat

### Zéro déforestation : l'arbre qui cache la forêt ?

La déclaration de New York en 2014 à l'ONU a fait la part belle aux engagements "zéro déforestation (net)". Elle demande de "réduire la perte des forêts naturelles de moitié en 2020 et de s'efforcer de l'arrêter d'ici à 2030". Beaucoup de chemin reste néanmoins à parcourir pour atteindre pleinement ces objectifs, au premier rang duquel une réelle mobilisation du secteur de la finance, historiquement très hermétique aux conséquences des investissements sur la déforestation. Les gouvernements possèdent eux de nombreux outils (régulations, taxes, investissements, politiques incitatives, d'aménagement du territoire et d'achats publics) et se doivent de montrer l'exemple. La Commission Européenne mène d'ailleurs actuellement un travail pour déterminer les différentes options et la faisabilité d'un plan européen pour endiguer la déforestation et la dégradation des forêts dont les résultats sont attendus fin février 2017.

Certaines entreprises de leur côté se sont engagées formellement. Elles doivent travailler afin d'améliorer la transparence de leur impact, en mettant en œuvre une traçabilité sur l'ensemble de leurs chaînes d'approvisionnements, tout en s'assurant que leurs choix ici ne déplace pas le problème ailleurs.

Mais n'a-t-on rien oublié ? On parle aussi souvent de zéro déforestation ou zéro déforestation net sans réelle compréhension des distinctions. Réduire à zéro toute déforestation est peu réaliste, tant les besoins de développement agricole sont importants (33% de la déforestation est causée par les agricultures locales de subsistance). Néanmoins le terme "net"

ajoute la notion de bilan quantitatif entre les surfaces de forêts tropicales perdues et celles gagnées (souvent dans les pays du Nord et/ou par reboisement). Il s'attache donc au maintien de la surface forestière totale. Encore faut-il que les zones forestières ainsi restaurées « compensent » celles perdues, ce qui est plus une question de qualités écologiques que de quantité. Enrayer la dégradation des forêts est indispensable pour maintenir leur biodiversité et fonctionnalité, leur capacité à produire des matières et des services, à stocker le carbone, etc. Autant de points cruciaux cachés dans le slogan « zéro déforestation net ». Alors que de plus en plus d'acteurs semblent sur la bonne voie, pourquoi donc ne pas en profiter pour affiner l'approche pour mieux viser la bonne cible ? ■



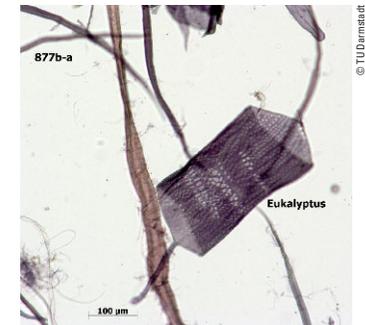
## Innovation

### Avoir la fibre verte

Comment prouver que son livre imprimé en Asie ou que sa ramette achetée à bas prix ne sont pas responsables de la déforestation des forêts tropicales ? Le marché du papier est mondial et mélange allègrement les fibres provenant de forêts très lointaines parfois (Indonésie, Chili, Amérique du nord, Brésil) à celles provenant de France ou d'Europe. Et cela même dans des papiers « Origine France Garantie », sachant que seulement 50% de la valeur du produit doit être réalisée en France pour obtenir ce label.

Si elles ne sont pas certifiées FSC, les fibres importées en France sous forme de pâte déshydratée et par cargo peuvent cacher du bois issu de la déforestation. Le géant papetier indonésien Asia Pulp and Paper (APP) en est un bon exemple. Considéré comme un des acteurs les plus néfastes au monde pour les forêts tropicales et malgré de nombreuses annonces sur une amélioration de sa politique, l'entreprise reste toujours très décriée et continue d'exporter sa production vers l'UE.

Aujourd'hui, les nouvelles technologies peuvent aider à la protection des forêts. Une simple analyse de quelques centimètres carrés de papier suffit à identifier si l'échantillon contient des fibres d'arbres tropicaux. Chaque espèce d'arbre a en effet des assemblages de fibres reconnaissables, dont certains trahissent la déforestation, notamment celles des bois durs tropicaux comme les ramins, espèces menacées et protégées. Une simple vérification peut s'avérer très bénéfique pour évaluer le niveau de risques de ses approvisionnements. Une technologie accessible à tous dorénavant. ■



Pour en savoir plus en 1 clic →

# → VIVRE DURABLEMENT

## L'ACTION EN QUELQUES MOTS

Le monde ne suffit pas. Les ressources des forêts sont limitées, le gaspillage n'est plus possible. Apprendre à mieux consommer et recycler fait partie des solutions que chacun peut mettre en œuvre pour préserver les forêts.

### Politique papier

## Montrer l'exemple

En tant que matériau renouvelable, le papier présente généralement une empreinte écologique inférieure à ses alternatives. Toutefois, ses utilisations, son exploitation, sa production et son recyclage génèrent une empreinte réelle qui, si elle n'est pas gérée durablement, peut peser négativement sur la qualité des forêts, de la biodiversité, des eaux, de l'air.

Comme beaucoup d'entreprise, l'activité du WWF nécessite l'impression de quatre grandes familles de produits papiers :

1. du papier de bureau (ramettes, enveloppe, bloc note, etc.), dont 1,2 tonnes de ramettes en 2015 ;
2. des publications et supports de communication ;
3. des appels à dons, des supports de collecte et des catalogues, pour environ 167 tonnes de papier en 2015 ;
4. des produits papier vendus, de marque WWF ou portant son logo.

Le WWF France reconnaît que ces produits papier doivent être encadrés par une politique éclairée, de même que la communication numérique. Pour cela, une politique papier responsable a été renouvelée en 2016 et des outils mis en place.

Les objectifs ? Rester dans les cibles de consommation fixées, soit au maximum 20 kg soit 8 ramettes par salarié et par an, continuer à affiner le ciblage des campagnes d'appel à dons papier, acheter du papier 100% recyclé Ange Bleu et/ou FSC, exclure tous les papiers à risques, éco-concevoir les publications, collecter pour recyclage plus de 90% du papier via un prestataire spécialisé, être transparent sur les pratiques et les faire évaluer de façon indépendante tous les deux ans.

Et surtout, mobiliser chaque collaborateur sur une politique partagée, pour plus d'efficacité. Comme le rappelle Pascal Canfin, directeur général du WWF: « cette politique papier responsable engage chaque collaborateur du WWF France ». Espérons qu'elle serve aussi à convaincre au-delà. ■

Pour en savoir plus en 1 clic → 

# 167 T

Le tonnage de papier consommé pour les documents institutionnels, promotionnel et l'éditique du WWF-FR en 2015.

# < 20 KG

La masse de papier de bureau (en kg/ETP) consommée en 2015 par un collaborateur du WWF-FR.

# > 90%

Le taux de collecte des papiers au WWF-FR en 2015, via un prestataire spécialisé.

# 100%

Le taux de papier à copier (ramettes) de sources à responsabilité complète, 100% recyclé ou certifié FSC®, dans les bureaux métropolitains en 2015.



## L'éco-conception en pratique

Parmi les outils mis en place, une charte d'éco-conception des produits papiers. Elle vise à la fois à formaliser les bonnes pratiques, les transmettre à tous collaborateurs, mais également aux prestataires du WWF-FR. Cette version est une première approche qui sera développée, affinée et complétée selon les besoins des services.

Elle répond aux questions les plus communes, au WWF comme dans une autre entreprise : comment faire une maquette éco-conçue ? Comment choisir le papier ? Comment choisir l'imprimeur ? Quelles informations est-il nécessaire de transmettre pour une transparence optimale sur les pratiques ? L'enjeu est évidemment de bien faire, mais aussi de le faire savoir au lecteur, consommateur, etc.

Pour en savoir plus en 1 clic →



## L'ACTION EN QUELQUES MOTS

Avec le WWF France, les acteurs publics, privés ou la société civile se mobilisent pour les forêts. Actions collégiales, partenariats transformationnels, bénévolat, subventions ou mécénats sont autant de modes d'actions pour agir sur le terrain..

### Partenariat

## Avec Ecofolio

Éco-organisme agréé par l'Etat, Ecofolio a pour mission de faire progresser le recyclage des papiers en France. De son côté, le WWF s'est depuis longtemps engagé afin de promouvoir les bénéfices du papier recyclé.

Economies d'énergie, économies d'eau, préservation des ressources naturelles, le papier recyclé présente en outre des avantages d'ordre économiques et sociaux, puisque sa filière de recyclage permet la création de milliers d'emplois sur notre territoire.

Malgré une consigne de tri simple et élargie à tous les papiers, seul un papier sur deux est recyclé en France (contre 75% en Allemagne). Nous pouvons tous agir pour faire de nos papiers d'hier, des ressources pour demain, au service de tous les acteurs de la filière.

Afin de fédérer leurs efforts pour promouvoir le tri et le recyclage du papier auprès du grand public et des entreprises, tout en expliquant les enjeux de conservation de la forêt, Ecofolio et le WWF se sont engagés dans un partenariat depuis fin 2015 dont les composantes sont :

- Des interventions communes auprès des milieux professionnels : ateliers sur les bonnes pratiques, conférences, enquête sur la politique papier des entreprises et des administrations (PAP 50) ;
- Des initiatives pour permettre aux élèves et enseignants de se mobiliser autour de projets concrets de tri et de collecte dans leur établissement ;
- L'utilisation des réseaux de communication du WWF pour diffuser les messages sur le recyclage du papier.



Pour en savoir plus en 1 clic →

## FORÊT VIVANTES La lettre du WWF-France sur les forêts

### RÉDACTEURS EN CHEF :

Julien Tavernier et Daniel Vallauri

### CONTRIBUTEURS :



> Jean Bakouma  
Directeur adjoint Production & Consommation durable  
jbakouma@wwf.fr



> Jean-François Delaire  
Chargé de partenariats entreprises  
jfdelaire@wwf.fr



> Emma Do Khac  
Chargé de programme Forêts - Nouvelle-Calédonie  
edokhac@wwf.nc



> Thibault Ledecq  
Coordinateur régional du programme forêt - Mékong  
thibault.ledecq@wwfgreatermekong.org



> Claude Martin  
Ancien Directeur Général - WWF International



> Cynthia Ratsimbazafy  
Responsable de projet TRAFFIC - Afrique orientale et australe  
cynthia.ratsimbazafy@traffic.org



> Stéphane Ringuet  
Responsable du programme Commerce des espèces sauvages  
sringuet@wwf.fr



> Philippe Thibault  
Chargé de programme Amazonie française  
pthibault@wwf.fr



> Daniel Vallauri  
Chargé de programme bois, forêt, papier  
dvallauri@wwf.panda.org

Merci à Vincent Tanguy et Dominique Fleurot d'Endemia Nouvelle-Calédonie pour l'illustration du Cagou en page 3.

### MAQUETTE :

Sambou-Dubois

### Restez connecté (à la nature).

Si vous souhaitez recevoir ou vous désinscrire de la lettre d'information *Forêts vivantes*, merci d'envoyer un mail à : [lettre.foret@wwf.fr](mailto:lettre.foret@wwf.fr)